
NOTE ÉLECTRONIQUE

Une élection présidentielle se gagne au peuple !

PAR LEONARD NARAYCH¹

RESUME :

La crise économique de 2008 a changé la composition sociale des classes populaires. L'insécurité libérale a estompé la traditionnelle opposition entre les inclus et les exclus du marché du travail. Les ouvriers, les employés, les jeunes, les ruraux et les habitants de banlieues se retrouvent désormais dans leur volonté d'autonomie et de sécurité économique grâce à une meilleure protection collective. C'est donc « au peuple », mythe républicain tout autant que coalition numérique majoritaire, qu'une élection présidentielle se gagne.

INTRODUCTION :

« Propos de comptoirs », « Beaufitude » tels furent les mots par lesquels des membres de la majorité gouvernementale affublèrent les propos de Laurent Wauquiez sur le RSA. Beauf...un vocable tout droit issu du milieu des années 1980. Auréolé d'un succès cinématographique porté à l'écran en 1986 par Yves Amoureux², ce terme fait florès sur les ruines de la culture communiste en qualifiant systématiquement une partie des couches populaires de niaiserie crasseuse et simpliste ; à l'instar de « *populiste* », sans doute une réminiscence du « *classes laborieuses, classes dangereuses* ».

Toujours est-il qu'électoralement, le candidat Sarkozy de 2007 s'intéressa de près aux catégories socio-professionnelles des employés et des ouvriers. Il a d'ailleurs réussi à séduire une partie des couches populaires recueillant 52% des votes des ouvriers et 55% de celui des employés. Lors des cantonales du mois de mars 2011, ces classes populaires semblent avoir boudé le candidat du pouvoir d'achat. Faute d'avoir rempli ses devoirs à l'encontre des ouvriers et des employés, ces derniers se sont tournés vers l'abstention jusqu'à 80% dans les quartiers sinistrés par le chômage. Cela a de quoi faire réfléchir la gauche républicaine car 16,4% des Français sont des employés et 12,8% des ouvriers³, soit ensemble 1 Français sur 3. 9,7% de la population active en France est au chômage⁴. On recense 1,177 million d'allocataires du RSA-Socle⁵. Qu'est devenu la France, « *celle du vieil Hugo tonnait de son exil, Des enfants de cinq ans travaillant dans les mines, celles qui construisit de ses mains vos usines, celle dont Monsieur Thiers a dit qu'on la fusille, Ma France*⁶ » ? A quoi aspirent aujourd'hui les classes populaires ?

¹ Léonard NARAYCH est un pseudonyme

² Yves Amoureux, *Le beauf*, 1986

³ chiffres INSEE, enquêtes emploi, 1^{er} au 4^{ème} trimestre 2009

⁴ chiffres INSEE, chômage, février 2011

⁵ chiffres INSEE, Evolution du nombre de bénéficiaires de minima sociaux, avril 2011

⁶ Jean Ferrat, *Ma France*, 1967



Qui sont les classes populaires ?

Couches populaires et exclus du système.

La théorie traditionnelle des classes sociales n'est plus valide pour comprendre la dynamique des rapports sociaux. Nous n'assistons plus à l'opposition sur le territoire national entre un patronat propriétaire des moyens de production et un prolétariat ne disposant que de sa force de travail. La mondialisation des rapports sociaux et la tertiarisation de l'économie, entre autres, ont radicalement bouleversé ce modèle. Le travail de Stéphane Beaud et Michel Pialoux montre l'effort de dilution identitaire du patronat dans l'optique d'une fragmentation de la culture ouvrière. Cela a entraîné un déplacement du conflit social au sein de l'entreprise⁷. Selon les auteurs, on a progressivement remplacé une lecture en terme de classes à une lecture en terme d'inclusion / exclusion. L'exclusion a pris ainsi un ensemble de visages : sur le marché du travail, à l'école, en matière de droit de vote ou de nationalité, dans le système de santé, ou des villes.

La structuration d'une identité de groupe social.

La théorie des classes sociales distingue une classe en soi et une classe pour soi. La « classe en soi » n'a pas conscience de sa condition de groupe soudée par une même entité et par les mêmes ennemis qu'une « classe pour soi ». Un certain nombre de facteurs d'opinion nous permettent aujourd'hui de dire que les exclus issus de différents horizons tendent à se structurer identitairement dans une forme de classe pour soi. Ce mouvement s'explique tout d'abord par l'identification de responsables de la crise sociale. La crise des *subprimes* a dégradé l'image des banques. En mai 2010, selon une étude réalisée par le cabinet Deloitte, seuls 43% des clients de banque déclarent avoir confiance dans le système bancaire en France⁸. La perpétuation des bonus des traders a également favorisé l'indignation des Français. Nous pouvons également observer la structuration cognitive d'une conscience de classe par opposition. L'allègement drastique de l'impôt sur la fortune discutée à l'assemblée nationale le 8 juin 2011, corollaire d'une volonté de suppression du revenu de solidarité active par la majorité gouvernementale a marqué l'opinion publique. L'image d'un cadeau fait aux plus fortunés, par le Président des riches, tout cela au détriment des plus démunies s'est insinuée dans l'esprit des classes populaires.

En un sens, en se concentrant sur un électorat traditionnel de droite, la majorité présidentielle a tendance à structurer par opposition un électorat de gauche plus large, conglomerant à la fois les employés, les ouvriers et une partie des professions intermédiaires (représentant ensemble près de 2/3 des Français) mais également les exclus du système : les jeunes, les femmes et les personnes issues des milieux ruraux ou des banlieues défavorisées.

⁷ Stéphane Beaud et Michel Pialoux, *Retour sur la condition ouvrière*, Paris. 10/18, 1999, *Passim*.

⁸ « Relations banques et clients, Comment regagner durablement la confiance des clients ? » Deloitte, 10 mai 2011



La fierté d'être autonome grâce à « un État qui rend capable » (Serge Paugam).

Dans son ouvrage *la culture du pauvre*⁹, le sociologue britannique Richard Hoggart explique la notion de « quant à soi » inhérente à la culture populaire. Une personne issue d'un milieu populaire aurait ainsi une capacité de résistance aux schèmes culturels dominants induite par un sentiment de fierté.

La fierté du travail justement rémunéré.

Cette fierté se traduit tout d'abord par le goût du travail justement rémunéré. Les classes populaires ne souhaitent pas aujourd'hui être assistées. Elles estiment à 67% que le versement d'une allocation doit entraîner une contrepartie. Les Français souhaitent que leur travail soit rétribué à un coût mérité. Ainsi sur les 1,177 millions de Français qui perçoivent le RSA, 730 000 personnes le complètent par une activité salariée (INSEE, avril 2011). Les classes populaires s'opposent ainsi farouchement à l'idée de la gratuité du travail, comme le porte la remise en cause gouvernementale du revenu de solidarité active.

La garantie publique de l'autonomie.

Cette fierté se traduit également par une volonté d'autonomie de la part des classes populaires. Selon le théoricien anarchiste Kropotkine, l'autonomie de l'individu et son épanouissement personnel passent par l'assouvissement des besoins premiers : le pain, le logement et l'emploi.¹⁰ L'autonomie du projet de vie est rendue possible grâce à un filet de sécurité sociale, « un État qui rend capable » pour reprendre l'expression du sociologue Serge Paugam. Ce concept d'État émancipateur rencontre la réflexion actuelle de députés socialistes, Marylise Lebranchu et Christophe Sirugue, sur le « socle de droits universels » et sur le « revenu universel d'existence ». En mars 2011, 59% des Français demandent plus de protection¹¹. En effet, la sécurité économique est faible avec 1432 euros en moyenne par mois (INSEE, novembre 2010), pour un employé. Chaque euro dépensé compte et le moindre accident de la vie est susceptible de faire basculer une famille dans le précarat.

La sécurité économique.

La droite a réussi à imposer l'idée que l'ordre n'est que l'apanage d'un concept hobbesien de sécurité publique. C'est vrai, toutefois l'ordre est beaucoup plus que cela : l'ordre est social et aussi économique. La gauche doit donc défendre un ordre économique constitué par des règles et des pénalités inhérentes, une hiérarchie et un équilibre. La majorité présidentielle n'a pas assuré l'ordre économique mais l'insécurité libérale en ne parvenant pas à moraliser le capitalisme. Malgré leur encadrement vain, les bonus des traders se sont élevés à 2 milliards d'euros en 2010¹². En retour, 56% des ouvriers et 53% des employés déclarent s'en sortir difficilement¹³. Face au désordre libéral, les classes populaires envisagent les pouvoirs publics comme une protection économique.

⁹ Richard Hoggart, *La culture du pauvre*, Paris, les éditions de Minuit, 1970, *Passim*.

¹⁰ Pierre Kropotkine, *La conquête du pain*, Editions du Sextant, Paris, 2006 (1892)

¹¹ « 2012 : dans la tête des classes populaires », Guillaume Peltier et Jérôme Fourquet, 1^{er} juin 2011, *Atlantico.fr*

¹² « En 2010, les traders ont perçu 2 milliards d'euros de bonus », *Le Monde.fr* 20 mai 2011

¹³ « 2012 : dans la tête des classes populaires », *Ibidem*.



CONCLUSION

La majorité présidentielle tente d'opposer ceux qui n'ont pas grand chose à ceux qui n'ont rien à travers la thématique de l'assistanat. Répondant au vieil adage « *dividere ut regnare* », la droite tente de faire exploser le groupe précarisé par la crise, formé par les ouvriers, les employés et les exclus du système (jeunes, femmes, chômeurs et ruraux). D'après les dernières données salariales de l'INSEE en novembre 2010, 80% des salariés français gagnent moins de 1800 euros nets par mois : là se situe la base sociologique de la gauche, à l'inverse de son électorat habituel, les classes moyennes supérieures.

Laurent Baumel et François Kalfon ont raison d'estimer que « l'équation gagnante » en 2012 est de parler aux classes populaires¹⁴. Mais il s'agit d'aller plus loin. C'est au peuple qu'une élection présidentielle se gagne. La « majorité sociale » vantée par François Mitterrand lors de son investiture le 21 mai 1981 ne se situe pas dans cette électorat radical-chic que la social-écologie affectionne tant. Autour des ouvriers, des employés, des jeunes, des ruraux et des habitants de banlieues défavorisées, le peuple se soude dans sa volonté d'autonomie, de protection étatique et de sécurité économique. La gauche doit donc proposer cette coalition majoritaire incluant les classes populaires et les exclus du système. Ces deux catégories de la population sont les mêmes victimes de la crise des *subprimes*, provoquées par les *traders*, les agences de notation et les rentiers boursicoteurs. L'Etat protecteur doit assurer les conditions de l'autonomie économique et politique de ces deux catégories de la population.

¹⁴ Laurent Baumel et François Kalfon, *l'équation gagnante*, Editions le bord de l'eau, Paris 2011

